

politiques de leur voisin. Les pays de l'ANASE attirent de plus en plus l'attention du Vietnam — bien que discrètement — sur les répercussions qu'ils subissent à la suite des politiques vietnamiennes. Ils lui demandent aussi de prendre les mesures visant à ce que les départs se fassent dans des conditions civilisées, sans chantage ni danger. Mais ils invitent aussi le Vietnam à instaurer des conditions qui n'inciteront plus les gens à fuir. Ils ont fait connaître leurs vues à Djakarta les 15 et 16 mai lors d'une réunion convoquée pour étudier une proposition de l'ANASE visant à regrouper les réfugiés sur une île où se ferait l'examen des cas. A cette occasion, le Canada et d'autres pays ont également fait état de leurs préoccupations. Le Canada a d'ailleurs fait valoir les mêmes arguments devant l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre dernier, incitant le gouvernement vietnamien à procéder aux ajustements sociaux nécessaires pour ménager une place à chacun de ses citoyens.

Permettez-moi de faire ici une digression pour commenter brièvement le concept proposé par l'ANASE d'une île de transit où l'on étudierait chaque cas. Il s'agit d'une proposition intéressante que nous appuyons. Pourtant dans sa forme actuelle, le camp insulaire n'allégera que dans une certaine mesure les problèmes que connaissent actuellement les pays de premier accueil, et ne les persuadera que bien peu à se montrer plus généreux. L'île indonésienne accueillera jusqu'à 10 000 réfugiés venant des camps du HCR, surtout situés en Malaisie; il s'agit de réfugiés dont le cas a déjà été étudié, qu'on a accepté de réinstaller dans un tiers pays, mais qui, étant donné le contingentement du pays de réinstallation, doivent attendre longtemps dans des camps en Asie du Sud-Est. L'île servira principalement aux réfugiés qui seront accueillis aux États-Unis. Les Américains utilisent dès maintenant les contingents qu'ils se sont fixés pour les années futures, ce qui leur permet de dépasser le nombre prévu pour l'année courante. Cette initiative devrait libérer quelque peu les camps d'hébergement provisoire.

Le problème réside dans le fait que le camp de l'île indonésienne ne pourra accueillir que 10 000 réfugiés. Or, on pourrait acheminer, presque immédiatement dans un camp de ce type, cinq fois le nombre de réfugiés qui ont déjà fait l'objet d'une pré-sélection. Par conséquent, on devrait soit considérablement accroître le nombre des réfugiés qui seront acceptés dans ce camp insulaire ou créer d'autres installations semblables. Le concept pourrait avoir une influence bénéfique sur l'ensemble de la situation. Comme je l'ai mentionné, le problème global doit aussi être réglé à sa source, c'est-à-dire au Vietnam même.

Plus tôt cette année, le Vietnam a semblé céder aux pressions internationales. Après de longues négociations engagées par le Canada, le Vietnam a accepté des modalités visant à faciliter la réunion des familles des 11 000 Vietnamiens établis au Canada depuis 1975. Le gouvernement vietnamien semble disposé à établir cet important programme et nous nous en félicitons car nous espérons que cela hâtera la réunion de familles trop longtemps divisées. Le Vietnam a annoncé également qu'il mettrait fin à l'exode maritime en permettant la mobilité des personnes, et la réunion des familles, sous les auspices du HCR. Mais ce début prometteur ne semble toutefois pas s'accompagner de mesures internes visant à convaincre les Vietnamiens qu'ils ont une place dans leur propre pays.

Projet de
création d'un
camp de transit
insulaire

Le Vietnam
accepte le
dialogue